

La musique, vecteur culturel d'intégration **aux frontières entre combat et partage**

Balayée des rangs des secteurs jugés prioritaires par les gouvernants au cours de la crise Covid, la culture n'en est pas moins un domaine qui joue un rôle de premier plan dans beaucoup de problématiques. C'est le cas en matière d'intégration. La Journée internationale des Migrants a été mise à profit par le CRIPEL (Centre régional d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère de Liège) pour le rappeler à travers une visioconférence portant sur « *La culture, vecteur d'intégration ?* » Au centre des préoccupations du jour, on retrouvait un volet culturel précis dont tout le monde s'accorde à dire qu'il a un caractère universel et unificateur : la musique.

La réflexion centrale de ce « *focus sur la musique* », illustrée par des coups de projecteurs sur différents exemples concrets, était confiée à Marco Martiniello, sociologue et politologue, directeur du CEDEM (Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations) de l'Université de Liège. Son exposé analytique s'est concentré sur « *les pratiques sociales liées à la musique en contexte post-migratoire* ».

D'emblée, l'homme a rappelé qu'une des priorités du CEDEM qu'il dirige est d'étudier les relations complexes entre les arts, l'ethnicité, le racisme et les migrations. L'objectif sous-jacent qu'il énonce est de « *mieux comprendre la pertinence des arts dans les débats théoriques et politiques sur les migrations, sur l'intégration des immigrés et sur la diversité dans les villes migratoires et post-migratoires dans le moment actuel caractérisé par une ethnicisation et une racialisation accrues des relations sociales et économiques* ».

Interactions sociales et implications politiques

Ne s'arrogeant aucune expertise de musicologue, mais se positionnant en tant que chercheur s'intéressant à ce que la musique enclenche comme interactions sociales et comme implications politiques, l'intervenant envisage la musique – les musiques, préfère-t-il dire – comme des actions de production, de consommation, de diffusion de sons organisés, de paroles, d'images, d'objets. Dans le cadre de travail de son analyse, il envisage ces actions dans ce qu'elles ont comme relation avec les

minorités ethnicisées et racisées, et les populations issues de l'immigration, tout cela dans des espaces physiques (quartiers, salles de concert, stades, etc.) et digitaux (sites Internet, forums, etc.) diversifiés.

L'acceptation de l'expression « faire de la musique » (littéralement « musiquer », si on se permet le néologisme), Marco Martiniello l'emprunte à Christopher Small, auteur d'ouvrages influents dans le domaine de l'ethnomusicologie, qui précise : « *Faire de la musique, c'est participer, à quelque titre que ce soit, à une performance musicale, que ce soit en jouant, en écoutant, en répétant ou en s'exerçant, en fournissant du matériel pour la performance (ce qu'on appelle la composition) ou en dansant. On pourrait même parfois étendre son sens à ce que font celui qui prend les billets à l'entrée, ou les hommes costauds qui déplacent le piano et la batterie, ou les roadies qui installent les instruments et font les contrôles du son, ou les nettoyeurs qui nettoient après que tout le monde soit parti. Eux aussi contribuent tous à la nature de l'événement qui est une performance musicale.* »

Une forme de multiculturalisme au quotidien

Marco Martiniello répertorie cinq niveaux précis auxquels la musique peut être analysée sur le plan de son rôle de vecteur d'intégration. Le premier est celui de la culture locale. Les migrants et descendants de migrants ne se contentent pas de s'assimiler aux arts locaux, ils transforment le paysage artistique local. Ils apportent un enrichissement de la culture locale et, en même temps, un élargissement de celle-ci. En musique, ils génèrent différents apports, tant en termes de langages musicaux que d'instruments musicaux. Sur le plan des langages, les exemples foisonnent comme ceux des musiques cajun et zydeco en Louisiane, du Raï'n'B en France, ou du ska et du reggae en Grande-Bretagne, dans lesquels les rythmes sont restés mais le langage a évolué. Au niveau des instruments, de nombreux exemples existent comme celui de l'usage d'un type d'accordéon, bien loin de celui en vogue dans le monde du musette, popularisé chez nous par les musiciens venus d'Europe de l'Est.

Le deuxième niveau répertorié par Marco Martiniello concerne les relations et interactions sociales. Les migrants débarquent dans leur pays d'accueil avec un

héritage musical et créent un lien avec la musique du pays d'origine. C'est une importante évolution historique par rapport à un passé où on considérait que les immigrés n'avaient pas de culture (littéraire, musicale, etc.) et étaient juste des bras, des forces de travail. Leur musique était alors un phénomène invisible qui se consommait dans les cercles privés, familiaux et communautaires. Les traditions musicales sont différentes, ce qui induit des difficultés à communiquer entre elles, nécessitant de facto une adaptation. Mais les musiques peuvent rassembler les gens à travers le partage.

C'est le cas aujourd'hui avec la formation de collectifs pour porter des projets communs, par exemple, en musique urbaine ou en danse urbaine. Leur particularité est que les partenaires de ces projets n'accordent aucune attention aux conflits traditionnels de la société, ni entre les communautés respectives des participants. Les seuls accros éventuels sont liés au groupe, à sa structure, à son fonctionnement, etc. Il n'y a pas non plus de clivage entre immigrés et non immigrés, entre musulmans et non musulmans. En cas de discussion, il y a négociation dans le respect et le choix de chacun. La musique crée donc des « ponts », de nouvelles solidarités, matérialisant une forme de ce que l'expert appelle « *multiculturalisme au quotidien* ».

L'entrepreneuriat artistique comme réponse à la discrimination

Le troisième niveau à analyser, selon l'intervenant, est celui des politiques culturelles et des politiques locales d'intégration. Et les questions de fuser : les institutions culturelles officielles soutiennent-elles les musiciens immigrés ? Les politiques culturelles locales deviennent-elles multiculturelles ? Comment les musiciens immigrés et issus de minorités ethnicisées se mobilisent-ils pour changer les politiques culturelles ? En réalité, les politiques culturelles ont longtemps ignoré les questions de diversité entourant les expressions artistiques et culturelles.

La question à se poser est, selon Marco Martiniello, de savoir comment les politiques culturelles vont être prises en considération, alors que la crise Covid a clairement mis en lumière que la culture n'est pas jugée essentielle par les autorités politiques. Cette interrogation n'est pas résolue à ce jour, alors qu'il existe une volonté

d'ouverture plus grandes aux expressions artistiques. Il existe de plus en plus de spectacles mixant danse et musique, et mélangeant, au sein de la musique, du rap, du jazz, etc. tandis qu'émerge, parallèlement, une volonté chez certains d'ouvrir à la diversité, que ce soit dans la programmation ou dans la composition du public touché.

Le quatrième niveau concerné est celui de la mobilisation et de la participation politiques. La question de l'usage de la musique dans les politiques d'intégration est, en effet, à prendre en compte elle aussi. En son temps, l'intégration du rap dans les politiques des villes visait à ce que les jeunes « se tiennent calmes ». Le résultat inattendu de cette action a été que le rap est devenu un vecteur d'expression de critiques et de velléités contestataires. *« L'expression, assure le directeur du CEDEM, est la première étape dans la sensibilisation. La musique a un rôle à jouer, par exemple, dans les élections, avec des chansons engagées. En France, la « marche des beurs », marche pour l'égalité et contre le racisme organisée en 1983, a ainsi placé sous les projecteurs des groupes comme Carte de séjour, Zebda, etc. »*

Enfin, le cinquième et dernier niveau à prendre en compte est celui de l'économie locale. Il existe sans conteste un marché de la diversité avec des festivals, etc. S'ajoute à cela un entrepreneuriat artistique qui s'inscrit comme une réponse à la discrimination et à la non-reconnaissance. Les acteurs de cet entrepreneuriat s'attèlent à maintenir leur propre autonomie (en termes de production, mais aussi de merchandising, etc.) afin de vivre de leurs activités, tout en respectant leurs valeurs et leurs engagements.

Dominique Watrin